

« Donne l'Europe à la Russie »

Réflexions sur les relations Est-Ouest dans les années 1990

TILO SCHABERT

On ne peut que sourire de l'expression « fin de la Guerre froide » et de la représentation qui s'y rattache d'une « nouvelle » Europe se délectant d'une paix étendue sur tout le continent. Il est certain qu'il s'est produit, dans les années 1989 et 1990, un changement dans les relations entre l'« Est » et l'« Ouest », changement que l'on peut qualifier, principalement sous l'impulsion d'événements révolutionnaires dans l'empire soviétique, de rupture historique. Et pourtant l'antagonisme entre les deux mondes était-il véritablement « fini » ? Un certain aspect de la polarité, terrible assurément, la menace d'une apocalypse nucléaire, disparut. Cependant, ce n'est qu'un aspect de la polarité qui disparut, pas la polarité elle-même.

L'emballlement manifeste dans le discours sur la « fin de la Guerre froide » était prématuré. Malgré tout, on s'en tint au discours. La perspective d'un accord entre Est et Ouest inclus évidemment dans le projet d'un « ordre fondé sur la paix dans le cadre européen » (comprenant donc l'Union soviétique, puis la Russie) était tout simplement trop séduisante. Cette perspective engendra des espérances séculières, politiques aussi bien qu'économiques, culturelles aussi bien que sociales. L'Est et l'Ouest allaient emprunter un même chemin.

COMMENTAIRE

L'antagonisme entre deux mondes

Cet antagonisme entre deux mondes – celui de l'Ouest et celui de l'Est (représenté par l'Union soviétique, puis par la Russie) – a pourtant perduré. Il fut à l'œuvre dans les années 1989 et 1990 aussi bien que dans celles qui suivirent. Ainsi, au milieu des grandes espérances largement répandues, la réalité se rappelait à nous. Nombre d'acteurs politiques de l'époque le ressentirent ; c'est

ce qui ressort clairement aujourd'hui des archives. Ils n'y réagirent pas tous de la même manière. Mais, même s'ils aimaient encore parler d'une « fin de la Guerre froide », ils savaient que l'antagonisme entre Est et Ouest était toujours là.

Regarde-t-on les relations Est-Ouest dans les années 1990-1999, on perçoit une perpétuelle oscillation entre des moments où cet antagonisme est surmonté et d'autres où il est actif et

dominant. Va-et-vient entre interaction et rejet, coopération et confrontation.

Je me propose de faire revivre ce passé politique et d'en montrer la complexité à l'aide de documents d'archives frappants. Je voudrais préciser que, dans le cadre de cet article, ce ne sera guère plus qu'une esquisse.

« Donne l'Europe à la Russie »

« Boris », dit le Président américain Bill Clinton à son homologue russe Boris Eltsine, le 19 novembre 1999 à Istanbul, « nous avons encore une quantité de choses à faire ensemble¹ ». C'est ainsi que l'on parle à un familier avec lequel on partage une forme d'enthousiasme créateur. De fait, une amitié virile était née entre les deux hommes, dans laquelle ils voyaient le fondement sur lequel ils pourraient, ensemble, agir politiquement à l'échelon mondial. Leur amitié rendait possibles une avancée, des changements dans les relations Est-Ouest². Le premier avantage était de pouvoir révéler à son compagnon comment on se représentait l'avenir proche. Et c'est dans ce sens qu'Eltsine s'adressa à Clinton à Istanbul :

Je n'ai jamais cessé de croire en toi. Je voudrais te demander une chose. Donne l'Europe à la Russie. Les États-Unis ne sont pas en Europe. L'Europe est l'affaire des Européens... Je suis un Européen. Je vis à Moscou. Moscou est en Europe... Vous pouvez prendre

1. « Memorandum of conversation. Meeting with Russian President Yeltsin, November 19, 1999 », consultable sur le site Clinton Digital Library.

2. Le 21 février 1997, menée par Madeleine Albright, Secrétaire d'État, une délégation américaine rencontra le Président Eltsine et son ministre des Affaires étrangères Evgueni Maximovitch Primakov. Lors de leur entretien, il fut question de la relation entre Eltsine et Clinton. Albright déclara : « Je vous transmets les salutations de votre ami, le Président Clinton... Quand, tous les deux, vous décidez d'une question, il se passe quelque chose ensuite. Avant mon départ, nous avons parlé ensemble, le Président et moi, et il a dit : "Quand, Boris et moi, nous agissons ensemble, il se passe des choses". » À quoi Eltsine répondit : « Quand nous nous rencontrons [Clinton et lui], nous prenons toujours des décisions telles qu'il ne puisse subsister aucun problème. Nous ne laissons rien de côté. Nous cherchons des compromis qui satisfassent à la fois les intérêts des États-Unis et de la Russie. À chaque fois, nous nous identifions à nos deux grandes nations et sommes responsables devant nos peuples. Nous prenons une décision et nous l'exécutons » (DÉPARTEMENT D'ÉTAT, « Memorandum of conversation. The Secretary's meeting with President Yeltsin, February 21, 1997 », cas n° F-2017-13804, doc. n° C06702883). Voir aussi B. JELZIN, *Mitternachtsstagebuch. Meine Jahre im Kremlin*, Berlin, Propyläen, 2000, p. 132 et s., et R. VESER, « Bill umarmte Boris. Ursprung eines Missverständnisses : Neue Dokumente zum Verhältnis zwischen Clinton und Jelzin », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 1^{er} septembre 2018, p. 10.

tous les autres États et assurer leur sécurité. Je prendrai l'Europe et j'assurerai sa sécurité. Enfin... c'est la Russie qui le fera, pas moi... Bill, je suis sérieux. Donnez l'Europe à l'Europe. En Russie, nous avons le pouvoir de protéger l'Europe entière. La Russie sait ce qu'il faut faire avec l'Europe³.

Clinton réagit à cette déclaration par le silence, et Eltsine lui-même n'insista pas. Il changea abruptement de sujet et aborda le « traité sur les forces armées conventionnelles en Europe⁴ » et « la charte de la CSCE⁵ ».

On peut se demander cependant ce qu'Eltsine avait en tête. On peut supposer qu'il s'agit, ni plus ni moins, d'une solution impériale à la polarité entre l'Est et l'Ouest, en ce qui concernait l'Europe. Cette dernière aurait été intégrée dans le monde russe par décision russo-américaine, sans qu'elle ait son mot à dire. Dans les propos d'Eltsine, on reconnaît non seulement un impérialisme russe, mais encore, assurément, si nous nous remémorons la conférence de Yalta, ce que je nommerais un « syndrome de Yalta⁶ ».

La Russie et l'Ouest

Un mouvement, lui aussi parti de Russie, avait été évoqué par Mikhaïl Gorbatchev neuf ans plus tôt lors de son entretien, le 18 mai 1990, avec le Secrétaire d'État américain James Baker, mais c'était tout sauf un mouvement impérialiste où la Russie aurait été la force englobante. Il s'agissait bien plutôt d'une Russie qui s'ouvrirait sans esprit de conquête. Elle réclamait son intégration à l'Ouest afin de rejoindre le monde. « En accomplissant la *perestroïka* et en transformant notre politique par une nouvelle manière de penser », dit Gorbatchev à Baker, « nous voudrions nous rapprocher de l'Ouest, nous rapprocher des États-Unis. Nous aimerions ouvrir notre pays au monde⁷. »

« La poussée de la Russie vers l'Ouest » : ainsi pourrions-nous caractériser ce qui apparaît dans

3. « Memorandum of conversation. Meeting with Russian President Yeltsin, November 19, 1999 », source précitée.

4. Conclu à Paris, le 19 novembre 1990.

5. Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Eltsine fait ici référence à ce que l'on a appelé la charte de Paris, conclue le 21 novembre 1990.

6. Voir *infra* la note 21.

7. « Record of conversation between Gorbachev and Baker (with delegations), Moscow, May 18, 1990 », consultable sur le site National Security Archive.

les deux projets – celui d'Eltsine comme celui de Gorbatchev. Cette poussée se manifesta bien évidemment sous des formes différentes, voire opposées. Mais, à chaque fois, il était question d'un Ouest pour ainsi dire russe, l'Ouest tel qu'on le comprenait depuis la Russie et qu'on le rêvait. À l'Ouest, elle se heurtait, à l'inverse, tout naturellement aux représentations que celui-ci avait de lui-même, de la Russie et du type de relations qu'il entretenait avec elle.

Dans le rapport entre l'Est et l'Ouest à l'époque que nous considérons, la « compréhension » était par conséquent très importante : la compréhension d'un des deux côtés par l'autre ou bien une compréhension, partagée entre les deux, de ce qui concernait un troisième côté. Ce qui ressort des textes préparatoires et des entretiens des dirigeants, c'est essentiellement ce désir de « comprendre ». Ou bien on s'assurait de l'accès direct à l'autre côté en posant un préalable. Rhétoriquement, il était parfaitement logique que, dans l'entretien que nous avons cité, Eltsine s'adresse à Clinton en lui disant : « Je n'ai jamais cessé de croire en toi. »

Cependant, un problème empoisonnait la compréhension. Elle était gangrenée par des représentations mentales fortes qui existaient depuis longtemps. Nous allons examiner principalement deux de ces représentations : le « spectre nommé Allemagne » et le « spectre nommé Russie ».

Acte I : Le « spectre nommé Allemagne »

Quand, à l'automne 1989, la possibilité d'une Allemagne réunifiée émergea à l'horizon politique, on s'empressa, à l'Ouest, non seulement de poser la question du statut de la sécurité politique d'une Allemagne unifiée, mais aussi d'y apporter une réponse. Une Allemagne unifiée devait s'ancrer dans l'OTAN, proclamait-on unanimement à Washington, Londres et Paris. C'est également ce qui était dit à Bonn, tout particulièrement par le Chancelier Helmut Kohl. Cependant, à Moscou, les dirigeants politiques s'y opposèrent énergiquement, et demeurèrent dans cette opposition jusqu'à l'été 1990⁸.

8. Voir à ce sujet T. SCHABERT, *France and the Reunification of Germany. Leadership in the Workshop of World Politics*, Londres, Palgrave Macmillan, 2021, p. 359-381, 401-403.

On peut se demander ce qui a poussé l'Ouest, et finalement l'Union soviétique, à résoudre le problème du statut de la sécurité politique d'une Allemagne unifiée par une appartenance à l'OTAN. La réponse pourrait être que c'est la force d'une représentation mentale qui détermina d'emblée la solution que l'on mit en œuvre par la suite. Partout, en effet, on redoutait le « spectre nommé Allemagne », la perspective d'une Allemagne qui s'aventurerait à nouveau sur des chemins dangereux. Dans les années 1989-1990, cette peur n'avait pas disparu ; bien au contraire, elle connut une recrudescence aiguë face aux prémices d'une possible réunification⁹. On voulait par conséquent conjurer ce « spectre nommé Allemagne », et on y parviendrait d'autant mieux si l'on décidait qu'une Allemagne réunifiée serait dans l'OTAN. C'est ce qu'explique James Baker à Gorbatchev dans l'entretien du 18 mai 1990 : « Si l'Allemagne n'est pas fermement ancrée dans la structure de sécurité existante, il y aura, au cœur de l'Europe, une entité qui cherchera à assurer sa sécurité par d'autres moyens. Elle réclamera une sécurité nucléaire, alors que maintenant cette sécurité lui est donnée par le parapluie nucléaire américain. Si l'Allemagne reste dans l'OTAN, elle renoncera beaucoup plus facilement à son potentiel nucléaire, biologique ou chimique. » Sinon, insistait Baker, il serait possible qu'en Allemagne « surgissent des situations qui feraient renaître le passé¹⁰ ». Et personne ne voulait que le « spectre nommé Allemagne » resurgisse. Ce point de vue finit par convaincre l'Union soviétique. « L'Allemagne unifiée fait partie de l'OTAN. Il n'y a pas d'autre solution », reconnut le ministre soviétique des Affaires étrangères Édouard Chevardnadze, le 18 juillet 1990, devant le Président français François Mitterrand¹¹.

L'Union soviétique encaissa donc l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN, mais pas seulement : les États-Unis restèrent militairement présents en Europe comme puissance

9. Voir à ce sujet T. SCHABERT, *Mitterrand et la réunification allemande. Une histoire secrète (1981-1995)*, Grasset, 2005, p. 166-172, et *Vom Geschehen zur Geschichte. Sechs Kapitel zur Historiographie der Wiedervereinigung Deutschlands*, Berlin, Duncker & Humblot, 2023, p. 111-118.

10. « Record of conversation between Gorbachev and Baker (with delegations), Moscow, May 18, 1990 », source précitée.

11. « Entretien avec M. Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, 18 juillet 1990 » (AN [= Archives nationales, Paris] -AG/5(4)/CD/76).

garante de l'Allemagne unifiée, ce qui pré-déterminait les futures organisations de sécurité en Europe. L'Union soviétique, puis la Russie, continua à partager le terrain européen avec l'autre puissance mondiale.

Acte II : Le « spectre nommé Russie »

Suite logique de l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN qui avait été convenue, la République démocratique allemande sortit du pacte de Varsovie le 24 septembre 1990, avant que la réunification allemande ne soit effective. Les membres restés à l'intérieur du pacte en abrogèrent à leur tour les structures militaires le 31 mars 1991, et signèrent le 1^{er} juillet à Prague le protocole qui y mettait fin complètement.

Le pacte de Varsovie disparut donc de l'espace géopolitique qui séparait l'Allemagne (dans l'OTAN) de la Russie. Cela suscita immédiatement dans les pays qui se trouvaient « entre » – Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie – un sentiment d'inquiétude, une crainte quant à leur sécurité politique, et les pays concernés expliquèrent que, dans la partie de l'Europe où ils se trouvaient, menaçait de se créer un « vide » de sécurité politique. Dès le 18 juin 1990, après avoir rencontré les membres du pacte de Varsovie, Lothar de Maizière, Premier ministre de la RDA, avait dit à François Mitterrand : « Nous avons remarqué une grande inquiétude chez nos voisins de l'Est qui ont peur d'être laissés à l'écart du processus d'intégration européenne¹². » Lors d'une réunion du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité le 14 septembre 1990, on revint sur la raison de cette crainte de manière plus nette : « Il ne fallait pas pour autant se désintéresser des inquiétudes qui assaillent certains membres du défunt pacte de Varsovie comme la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie qui avaient l'impression d'un grand vide qui se créait en Europe centrale¹³. »

Le Président hongrois Árpád Göncz exprima à nouveau cette inquiétude le 23 mai 1991 devant le Président Bush : « Nous nous inquiétons d'un vide en Europe centrale concernant la sécurité¹⁴. »

Encore un exemple : le 27 avril 1991, le ministre de la Défense tchèque Lubos Dobrovsky évoqua, devant le Secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis Paul Wolfowitz, le fait que la dissolution des structures militaires du pacte de Varsovie « avait créé une sorte de vide¹⁵ ».

Il y avait donc le « vide » de sécurité dans lequel se retrouvèrent les pays situés entre l'Allemagne (dans l'OTAN) et la Russie. À cause de ce vide, il y avait aussi, dans la perception de ces pays, ce spectre qui grandissait – la peur d'une Russie qui s'engouffrerait dans le « vide ». Dans l'entretien précédemment cité du 23 mai 1991 avec George Bush, Árpád Göncz ajoute :

Nous nous inquiétons d'un vide en Europe centrale concernant la sécurité... [L'Union soviétique] demeurera une grande puissance, et, dans une ou deux générations, elle essaiera de rétablir sa zone d'influence¹⁶.

On peut citer d'autres entretiens avec des hommes politiques occidentaux dans lesquels des hommes politiques de l'Est expriment clairement leur crainte : « [En Europe centrale], nous avons tous peur de la Russie » confie ainsi le Président polonais Lech Walesa à Bill Clinton, le 21 avril 1993¹⁷.

« J'imagine qu'Eltsine vous dira que lui seul a le pouvoir de garantir l'évolution démocratique en Russie. Sans doute, il faut l'aider, mais il faut dire en même temps que l'on refuse son projet de se porter garant de la sécurité en Europe centrale. La Russie ne doit pas être le gendarme dans mon pays », affirme le Président tchécoslovaque Václav Havel à François Mitterrand le 9 décembre 1993¹⁸.

« Nous ne voulons pas retomber sous la férule russe », dit le Président hongrois Árpád Göncz au même François Mitterrand le 29 septembre 1994¹⁹.

12. « Entretien François Mitterrand-Lothar de Maizière, 18 juin 1990 » (AN-AG/5(4)JLB/87).

13. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, « Note : Session de la Commission franco-allemande de Défense et de Sécurité, Paris, le 13 septembre 1990 » (AN-AG/5(4)/CDM/34).

14. « Meeting with President Árpád Göncz, May 23, 1991 », consultable sur le site George H. W. Bush Presidential Library and Museum.

15. BUREAU DU SECRÉTAIRE À LA DÉFENSE, Washington, DC, « Memoranda of conversations between USDP Wolfowitz and President Havel and MOD Dobrovsky, June 7, 1991 », consultable sur le site National Security Archive.

16. « Meeting with President Árpád Göncz, May 23, 1991 », source précitée.

17. Consultable sur le site William J. Clinton Presidential Library and Museum.

18. « Compte rendu, visite du Président Mitterrand en République tchèque, déjeuner du jeudi 9 décembre 1993 » (archives présidentielles, Élysée).

19. « Compte rendu de l'entretien avec le président de la République de Hongrie, M. Árpád Göncz, jeudi 29 septembre 1994 » (AN-AG/5(4)/

« Il faut organiser l'espace postcommuniste. Celui-ci pour le moment n'est pas aménagé et ce vide peut tenter la Russie... Demain, cette Russie accroîtra peut-être ses exigences et il ne faut pas attendre ce moment », prédit encore Lech Walesa au Président français le 20 avril 1995²⁰.

Il faut organiser l'espace postcommuniste... avant que la Russie ne s'y installe comme puissance dominante. En formulant cette exigence, les pays d'Europe de l'Est s'élevaient en premier lieu contre tout arrangement concernant la sécurité politique dans l'espace européen qui ne tiendrait pas compte d'eux, un arrangement entre les États-Unis et l'Union soviétique/Russie par exemple, un « second Yalta » en quelque sorte²¹. Il fallait qu'à l'Ouest comme à l'Est on s'aperçoive qu'il y avait *une volonté d'exister de l'Europe centrale*, et que partout on sache que ces pays tenaient à leur sécurité. Lors d'une conférence qui se tint à Prague du 24 au 26 avril 1991 sur « l'avenir de la sécurité en Europe », de nombreux participants d'Europe de l'Est exprimèrent leur « inquiétude » d'être « isolés ou que leurs pays soient considérés comme zone tampon entre l'OTAN et l'URSS ». Ce qui vient immédiatement après mérite d'être remarqué : « Plusieurs des [participants d'Europe de l'Est] dirent que l'OTAN et la présence de troupes américaines en Europe contribuaient à la sécurité et à la stabilité sur le continent²². »

Quand ils prirent conscience de leur situation dans l'espace postcommuniste, quand ils comprirent qu'ils ne pouvaient pas accepter que cet espace constitue un « vide » ou une « zone tampon », mais qu'il fallait l'« organiser » comme ils l'entendaient et non comme l'entendait, par exemple, la Russie, les pays d'Europe centrale portèrent leurs regards vers l'OTAN (et vers

l'engagement des États-Unis que l'OTAN leur assurait).

« En formulant l'exigence d'organiser l'espace postcommuniste, les pays d'Europe de l'Est s'élevaient contre tout arrangement concernant la sécurité politique dans l'espace européen qui ne tiendrait pas compte d'eux, un arrangement entre les États-Unis et la Russie par exemple, un "second Yalta" en quelque sorte. »

Mais – on peut se le demander avec une certaine perplexité – qu'était-il advenu de la charte de Paris adoptée solennellement par trente-cinq États le 21 novembre 1990 lors de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui annonçait une « nouvelle Europe », une « ère nouvelle de démocratie, de paix et d'unité²³ » ? Ne proclamait-elle pas que, dans les relations entre les États signataires, en matière de sécurité, chaque État pouvait choisir avec une liberté totale²⁴ ? Et, parmi les États qui prirent cet engagement, n'y avait-il pas aussi l'Union soviétique ?

Oui, il y avait aussi l'Union soviétique. Ou ne devrait-on pas plutôt dire : *justement*, il y avait aussi l'Union soviétique ? Cependant, cela n'empêcha pas le représentant du ministre des Affaires étrangères soviétique d'entamer en sous-main, la charte à peine signée, des négociations avec les pays d'Europe de l'Est qui devaient conduire à des accords bilatéraux avec l'Union soviétique. Le projet de contrat qu'il présentait contenait une clause radicale selon laquelle « aucun côté ne [devait] conclure

CD/72, dossier 1). François Mitterrand, quant à lui, expliqua au cours de l'entretien : « Eltsine aimerait continuer à exercer son hégémonie sur l'ancien territoire russe. »

20. « Entretien entre le président de la République et M. Lech Walesa à l'Élysée, 20 avril 1995 » (AN-AG/5(4)/CD/72, dossier 1).

21. Un *memorandum* du 22 décembre 1993 destiné au Président Clinton pour préparer son voyage en Europe au mois de janvier suivant contient cet avertissement : « Notre engagement avec la Russie [en Europe centrale et orientale] a été perçu comme un second Yalta qui permettrait à la Russie d'intervenir dans les décisions concernant la sécurité de l'Europe centrale et orientale » (consultable sur le site William J. Clinton Presidential Library and Museum).

22. Voir le compte rendu de la conférence sur le site National Security Archive.

23. Le texte de la charte est consultable sur le site de l'OSCE.

24. Curieusement, les versions de la charte diffèrent selon les langues, et précisément à cet endroit. Je cite ce passage en m'appuyant sur la « première » version française : « (...) nous nous efforcerons de donner une qualité nouvelle à nos relations en matière de sécurité, tout en respectant pleinement la liberté de choix de chacun dans ce domaine. » Pareille liberté de choix était également inscrite dans les actes conclusifs de la CSCE de 1975, qui avaient été également signés par l'Union soviétique.

d'alliance militaire qui soit dirigée contre les autres²⁵». Pour imposer ses vues, Kwizinski exerça également une pression économique.

La Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie refusèrent de signer un tel traité avec l'Union soviétique. Elles avaient naturellement compris qu'elles perdraient la liberté inscrite dans la charte de Paris, qu'elles ne pourraient plus décider librement des questions concernant leur sécurité. Pour affirmer leur volonté d'exister, elles se réunirent dans le « groupe de Visegrád », et elles tournèrent leurs regards vers l'Ouest – principalement vers l'OTAN.

Dans un entretien avec Paul Wolfowitz à Prague le 27 avril 1991, Václav Havel décrivit ainsi la situation, après s'être entretenu avec Kwizinski du « traité soviéto-slovaque » à venir :

Ce traité renferme une clause sur laquelle les deux pays ne sont pas d'accord. Les Soviétiques ne veulent pas que la République fédérale tchèque et slovaque appartienne à une alliance susceptible de menacer leur sécurité. Les Tchécoslovaques ne veulent pas donner leur accord à une telle mesure... qui limiterait notre indépendance et notre souveraineté. La République fédérale tchèque et slovaque veut pouvoir être souveraine dans ses décisions futures concernant sa sécurité. Elle ne souhaite pas agir contre l'Union soviétique ou conclure une alliance qui serait dirigée contre l'URSS. Mais elle refuse toute limitation de sa souveraineté. Et cela entraîne deux possibilités dans les dix prochaines années : l'OTAN et la CE²⁶.

Auparavant, Wolfowitz s'était également entretenu avec le ministre de la Défense tchécoslovaque

Lubos Dobrovsky. Ce dernier s'était exprimé encore plus clairement que Havel : Prague était « attirée par l'OTAN parce qu'elle garantissait la présence de troupes américaines en Europe²⁷ ».

Croisements, superpositions

Avant 1990, l'antagonisme entre l'Est et l'Ouest sur le sol européen était figé ; les lignes de séparation étaient fixes. Après 1990, le mouvement remplaça l'immobilité. Plus précisément, ce sont des mouvements différents qui s'installèrent de l'Ouest vers l'Est, de l'Est vers l'Ouest, qui s'étendirent, qui, sans raison discernable, s'arrêtèrent ou bien poursuivirent leur chemin. Le mouvement vers l'Ouest, suscité par la volonté d'exister et la « crainte » au sujet de la sécurité politique de l'Europe centrale et orientale, est né à cette époque, de même que celui, soutenu évidemment par des motifs différents, de la Russie dans l'espace européen, dans le monde occidental. On observe aussi le mouvement de l'Ouest en direction de la Russie, dont le but déclaré était de soutenir le pays dans ses efforts pour se réformer de fond en comble économiquement et politiquement. En prenant en compte la « crainte » de l'Europe centrale et orientale, et le désir, suscité par cette crainte, d'une adhésion à l'OTAN, l'Ouest se tourna à nouveau vers cette Europe²⁸.

Tous ces mouvements ne sont pas indépendants les uns des autres ; ils se croisent et se superposent. Leurs contours précis sont complexes, et je me contenterai ici d'une seule illustration.

De la Russie vers l'Ouest

Difficile de dire de manière plus décisive que Boris Eltsine dans sa déclaration au G7 en 1992 à Munich, devant les chefs d'État et de gouvernement réunis : « Finie la distinction entre l'Est et l'Ouest²⁹. » Il s'était exprimé de la même manière le 31 janvier 1992 dans un

25. Voir à ce sujet K. MARTEN, « Reconsidering NATO expansion : a counterfactual analysis of Russia and the West in the 1990's », *European Journal of International Security*, vol. 3, n° 2, juin 2018, p. 135-161.

26. Voir le compte rendu de la conférence sur le site National Security Archive. Le 23 mai 1991, Árpád Göncz dit à George Bush : « Il y a quelques semaines, j'ai vu un danger dans le nouvel accord de paix qu'elle [l'Union soviétique] a voulu nous faire signer. Ils sont très méfiants. Pour eux, l'OTAN, c'est l'ennemi et chaque contact que nous pouvons avoir avec la Pologne et la Tchécoslovaquie les inquiète » (voir « Meeting with President Árpád Göncz, May 23, 1991 », source précitée). La Russie ne renonçait pas à son projet de forcer les États d'Europe centrale à conclure des accords qui aillent dans le sens de ses intérêts hégémoniques. Voir, par exemple, un rapport sur une « extraordinary session of the Assembly of Western European Union » à Londres les 22 et 23 février 1996, dans lequel il est dit : « À Munich, début février, Andrei Kokoshin, représentant du ministre de la Défense de la Fédération de Russie, a de nouveau essayé de faire avancer l'idée d'une "finlandisation de l'Europe centrale et orientale" » (ARCHIVES NATIONALES, Richmond/Angleterre, PREM 19-5603_2).

27. *Ibid.* Lors d'une conversation téléphonique le 26 février 1991 avec le Président Bush, Havel déclara : « Avec les Présidents polonais et tchèque, nous avons convenu de coopérer tous les trois avec la Communauté européenne et l'OTAN » (consultable sur le site George H. W. Bush Presidential Library and Museum).

28. Deux mouvements qui se croisent donc et qui introduisent une dissonance dans le concept d'« élargissement de l'OTAN à l'Est ».

29. Enregistrement par la conseillère de François Mitterrand, Anne Lauvergeon, avec la date et l'heure : lundi 6 juillet 1992, 14 h 19 (archives présidentielles).

entretien avec le Président Mitterrand : « Il y a un changement radical dans notre doctrine militaire. L'Europe et l'Amérique ne sont plus nos adversaires³⁰. » Dans une autre discussion avec François Mitterrand qui eut lieu peu de temps après, le 5 février 1992, Eltsine déclara : « Nous n'avons pas de relations d'ennemis avec les États-Unis, avec l'Europe, encore moins avec la France. Il n'est pas question de faire la guerre³¹. »

En 1994, cette disposition positive était toujours de mise, ce qui peut nous paraître aujourd'hui surprenant. Lors d'un entretien entre Árpád Göncz et François Mitterrand le 5 décembre 1994, le premier déclara qu'Eltsine ne lui avait pas donné l'impression d'« interpréter comme le signe d'une animosité hongroise notre souhait d'un élargissement de l'OTAN³² ». En accord avec un long texte qu'il avait fait parvenir au Président français le 26 janvier 1994, Eltsine se montra conséquent : « Nous avons fondé et fondons toujours notre politique extérieure sur la base des principes et normes universellement reconnus du droit international. Nous respectons la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité territoriale des autres États, y compris bien évidemment nos voisins... Je dirai franchement que j'éprouve de graves inquiétudes face à la prolifération des spéculations au sujet de la résurrection de l'impérialisme russe... On ne peut pas permettre aux adversaires du rapprochement entre la Russie et l'Occident de nous imposer une pause... Il faut donc agir », ce qui signifie, et là Eltsine propose une mesure concrète, transformer le G7 en un G8 (incluant la Russie) : « Tracer une nette perspective de transformation des "sept" en "huit"³³. »

Dans les années 1990, Eltsine continua à demander avec opiniâtreté – et souvent sur un ton revendicatif – une intégration de la Russie dans les organisations et institutions économiques, économique-politiques et financières qui

avaient été édifiées par l'Ouest. L'Ouest ne resta pas sourd aux revendications de la Russie, mais les processus d'intégration ne se déroulèrent pas au rythme souhaité par Eltsine. L'élargissement du G7 au G8 incluant la Russie n'intervint qu'en 1998. Les mauvaises nouvelles concernant le développement économique et politique intérieur de la Russie inquiétaient de plus en plus l'Ouest.

De l'Ouest vers la Russie

Selon les mots du Premier ministre John Major lors de la réunion de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) le 23 février 1996, l'Ouest considérait qu'il avait à accomplir une mission de civilisation pure et simple : « Aujourd'hui et pour cette génération d'hommes politiques en Europe, se présente une occasion inédite – l'occasion d'étendre les institutions démocratiques et de l'économie de marché, la politique de sécurité et la paix qui existent chez nous en Europe de l'Ouest vers l'Europe centrale et jusqu'en Europe de l'Est³⁴. » On reconnaissait « l'aspiration de l'Union soviétique » à « être intégrée dans l'économie mondiale » : voilà ce qu'on peut lire dans une note de juin 1996 du gouvernement anglais, préparatoire au sommet franco-anglais qui devait se tenir incessamment. Mais cette reconnaissance fut assortie de conditions particulières. L'aide économique de l'Ouest était considérée comme « aide à s'aider soi-même », et elle était impérativement soumise à « une confiance solide dans la continuation des réformes [en Union soviétique]³⁵. »

À Washington régnait le même état d'esprit. L'ambassade britannique aux États-Unis informa Londres, le 26 mai 1994, que « la Russie restait au cœur des préoccupations du Président [Clinton]³⁶. » Peu de temps après, le 12 juin, l'ambassade faisait savoir que « Clinton acceptait depuis le début que les États-Unis devaient faire tout ce qu'ils pouvaient pour contribuer au succès des réformes en Russie... Les Américains sont réalistes face au durcissement actuel de la politique extérieure russe. Ils y répondent en incluant encore davantage Moscou dans un réseau de relations de coopération avec l'Ouest

30. « Entretien du président de la République avec le Président Eltsine, 31 janvier 1992 » (AN-AG/5(4)/CD/70).

31. « Entretien avec le Président Eltsine, mercredi 5 février 1992 à 17 h » (AN-AG/5(4)/CD/70).

32. « Entretien avec le Président hongrois, Árpád Göncz, lundi 5 décembre 1994 » (AN-AG/(4)/CD/92).

33. « Message remis le 29/01/94 par M. Orlov » [Alexander Orlov, ministre-conseiller à l'ambassade de Russie à Paris] (archives présidentielles).

34. PREM 19-5603_1.

35. PREM 19-3346.

36. PREM 19-5114_3.

et en évitant de nouvelles lignes de fracture en Europe³⁷».

Cependant, malgré tous ses espoirs en une «nouvelle Russie³⁸», l'Ouest fut, dès 1990, déçu, découragé et même ulcéré par le développement économique et politique de l'Union soviétique, puis de la Russie. Jacques Delors, président de la Commission européenne, rentra «abattu» d'une visite en Russie au début de l'été 1991 ; force lui était de constater que «les dirigeants soviétiques n'avaient pas la moindre idée de ce qu'était vraiment une économie de marché³⁹». «Manifestement», remarquait-on au même moment à Londres – de manière prémonitoire au regard de ce qui se passe aujourd'hui –, «Mitterrand continue à compter sur Gorbatchev, mais le gouvernement français ne voit aucun chemin [en Union soviétique] qui éviterait soit un naufrage dans le chaos, soit une prise en main autoritaire.» Et les Britanniques d'ajouter : «Les Français ont beaucoup en commun avec nous. Des soupçons de tromperie de la part des Soviétiques lors des [accords] sur les forces armées conventionnelles les inquiètent, et, en privé, ils continuent de considérer que la Russie représente une menace, une menace certes temporairement atténuée⁴⁰.» La Russie, c'est ce qui fut constaté de manière lapidaire à la réunion de l'UEO, «ne respecte pas le traité⁴¹».

Durant toute la décennie 1990-1999, les finances russes ont irrité l'Ouest. L'Ouest a accordé crédit sur crédit à l'Union soviétique, puis à la Russie pour l'aider à mettre sur pied l'économie et à établir un système financier et économique stable. Pourtant, toute «l'aide macroéconomique» serait «gaspillée» si la Russie continuait à faire preuve d'une absence totale de «discipline monétaire» – c'est ce qu'écrivait le 24 mars 1993 un haut fonctionnaire au Premier ministre britannique⁴². L'Ouest finit par s'impatisser. Quand, en 1997, une grave crise de la monnaie russe éclata, Washington et Londres tombèrent d'accord, comme l'atteste un rapport de l'ambassade britannique à Washington, sur

le fait que «l'Ouest pouvait bien mettre tout l'argent qu'il voulait, rien ne sauverait le rouble si les Russes ne se dépêchaient pas de prendre des mesures urgentes pour mettre de l'ordre dans leur propre maison⁴³». Clinton voulut profiter de l'occasion pour indiquer à Eltsine que «l'avenir de la Russie était dans un partenariat avec l'Ouest, mais [que] celui-ci exigeait la responsabilité du côté russe⁴⁴». Un document émanant du gouvernement britannique le 5 décembre 1997 le formula plus fermement. Il proposait d'appliquer à l'égard d'Eltsine la méthode «de la carotte et du bâton⁴⁵».

Deux ans plus tard, comme on l'a vu au début de ce texte, Boris Eltsine confia à Bill Clinton à Istanbul son rêve eurasiatique : «Donne-moi l'Europe...» À la fin de cet entretien avec le Président américain, à la question de ce dernier : «Qui va gagner les élections [en Russie] ?», le Président russe sur le départ répondit :

Poutine bien sûr. Il sera le successeur de Boris Eltsine. C'est un démocrate et il connaît l'Occident. Il est solide. Intérieurement, il est raide comme un piquet... Je ferai tout pour qu'il gagne, en restant dans la légalité bien sûr. Et il gagnera. Vous allez faire des affaires ensemble. En ce qui concerne la démocratie et l'économie, il suivra la ligne Eltsine et élargira les contacts de la Russie. Il a l'énergie et l'intelligence pour réussir⁴⁶.

Post-scriptum

Poutine ne se révéla en aucun cas un démocrate. Solide, oui, il le montra, et d'une dureté dont personne en Russie ne put douter. Il mit le pays sous le joug d'une tyrannie. Il prit le sentier de la guerre pour imposer par la violence sa conception du rôle de la Russie dans le monde. En lisant cet article, le lecteur a certainement pensé à lui, à son action et à sa façon de la justifier. Mais il faut tout de suite émettre une réserve. Le développement de la Russie de Gorbatchev à Eltsine, et d'Eltsine à Poutine, aurait naturellement pu prendre un autre cours. Comme nous l'avons souligné dans l'article, les

37. *Ibid.*

38. «Une nouvelle Russie est née», déclara encore en 1997 Eltsine à Madeleine Albright (voir la note 2).

39. Voir PREM 19-3346.

40. *Ibid.*

41. PREM 19-5603_2.

42. PREM 19-4499_1.

43. «Rapport de l'ambassade britannique à Washington du 22 décembre 1997» (PREM 49-)160_1).

44. *Ibid.*

45. *Ibid.*

46. «Memorandum of conversation. Meeting with Russian President Yeltsin, November 19, 1999», source précitée.

relations entre l'Union soviétique puis la Russie et l'Occident dans les années 1990-1999 ont été faites de croisements et de superpositions de divers mouvements entre l'Est et l'Ouest. La dynamique de ces mouvements a fait que des décisions ont été prises, des voies de négociation empruntées qui auraient pu avoir d'autres effets.

Ce texte – j'aimerais insister sur ce point – met en évidence la volonté des pays d'Europe centrale et orientale d'affirmer leur existence face au « spectre nommé Russie » et leur crainte d'un « second Yalta ». C'est par là, par l'Est, que démarra au début des années 1990 le mouvement vers l'Ouest et que l'OTAN devint un but pour les États d'Europe centrale et orientale. Cela ressort clairement des documents d'archives sur lesquels s'appuie, comme le montre le présent article, le travail historiographique. Si l'on compare l'ère de Poutine à celle d'Eltsine, on voit qu'il y a entre elles une continuité dans les composantes intellectuelles, culturelles et politiques de leurs conceptions des relations Est-Ouest. L'antagonisme historique et profondément enraciné entre l'Est et l'Ouest n'a cessé de s'envenimer : aujourd'hui, le régime de Poutine

proclame et manifeste sa violente hostilité à l'égard de l'Ouest. Il a porté la revendication eurasiennne d'Eltsine à son comble sous la forme du « *concept of the foreign policy of the Russian Federation* » dont Poutine fait sa Bible. Au sujet de la « partie européenne de l'Eurasie », il est expliqué qu'il revient à la Russie d'« aider les États européens à prendre leur place dans le grand partenariat eurasienn⁴⁷ ».

47. « The concept of the foreign policy of the Russian Federation. Approved by decree of the President of the Russian Federation », Permanent Mission of the Russian Federation to the European Union, n° 229, 31 mars 2023, consultable sur le site du ministère des Affaires étrangères russe.

Traduit de l'allemand par Françoise Manent

TILO SCHABERT

Professeur émérite de sciences politiques à l'université Frédéric-Alexandre d'Erlangen-Nuremberg. Dernier ouvrage paru : *Vom Geschehen zur Geschichte. Sechs Kapitel zur Historiographie der Wiedervereinigung Deutschlands* (Berlin, Duncker & Humblot, 2023).

Un jour viendra...

Un jour viendra forcément où dire la vérité et défendre la justice en Russie sera banal et sans risques.

ALEXEÏ NAVALNY, le jour de son dernier anniversaire, 4 juin 2023.